

QUELLE FORMATION POUR LES TRAVAILLEURS SOCIAUX ?

ANNA RURKA est présidente d'Eurocef (Comité d'Action Spécialisée pour l'enfant et la famille dans son milieu de vie), une ONG dotée du statut participatif au Conseil de l'Europe, où elle représente des travailleurs sociaux et autres professionnels agissant en faveur de l'enfant et de la famille. **LAETITIA NAUD** est membre d'Eurocef, étudiante à l'ETSUP ; elle a fait partie des auteures du rapport d'évaluation commandité par Eurocef (voir note).

Éclater les frontières entre les décideurs politiques, les usagers, les travailleurs sociaux pour réfléchir ensemble, promouvoir les droits humains, la démocratie participative et la reconnaissance des divers savoirs : tel quel, ce projet partenarial a proposé un espace expérientiel de formation fournissant des connaissances théorico-pratiques à un ensemble d'acteurs sociaux où ont été vécus les points forts et repérés des enseignements au regard de la formation. Hormis les quatre associations initiatrices du projet¹¹, chaque rencontre a mobilisé un réseau important de partenaires dans chaque pays. La participation des responsables politiques locaux, nationaux et européens constituait l'un des principes du projet. En plus des sessions plénières, ont été organisés :

- des visites d'établissements mettant en œuvre des pratiques innovantes, des rencontres avec des professionnels et des usagers,
- des temps d'échanges, des ateliers créatifs et des visites de sites culturels qui retracent l'histoire de l'Europe,
- des rencontres dans les centres de formation ou à l'université dont l'objectif était de présenter les parcours de formation des travailleurs sociaux dans les quatre pays.

Le projet INNOV 2010 a mis en évidence à la fois l'intérêt de la coproduction et de la transposition de savoirs. Comment associer les différents « rapports aux savoirs » : le savoir académique et disciplinaire, le savoir professionnel et le savoir expérientiel ? Comment ces savoirs peuvent-ils constituer un tout permettant de penser l'action sociale par tous les participants ? Quelle légitimité les acteurs s'attribuent-ils réciproquement ? Comment faire évoluer la considération des savoirs des usagers dont la participation fait débat et relève encore d'une pratique exceptionnelle au regard des normes institutionnelles ?

Un regard européen ?

L'organisation de ce projet a permis aux travailleurs sociaux une prise de conscience tangible de l'identité européenne et de l'existence d'une Europe sociale. Il a produit des changements dans les perceptions individuelles et collectives développant une nouvelle appréhension et appropriation des politiques européennes par les participants. Cependant, pour les intervenants sociaux la possibilité d'exercer leur citoyenneté dans les politiques européennes, via le

10. Cet article découle d'une étude évaluative commanditée par EUROCEF, effectuée par un groupe de trois étudiants stagiaires de la formation au Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale (DEIS) à l'ETSUP Paris.

11. Voir note 1.

processus participatif des OING, semble encore illusoire ou insignifiant. Ce projet a montré une certaine méconnaissance des institutions européennes par les travailleurs sociaux. L'Europe est davantage identifiée par les politiques économiques de l'Union européenne. Elle reste peu connue sous le versant visant à accroître les droits de l'homme et la participation citoyenne. Le fait de rendre accessible l'Europe sociale en tant que principe démocratique favorise la participation des travailleurs sociaux à la société civile organisée.

Le projet a souligné la nécessité d'un développement du regard européen sur la nature et la réalité des problèmes économiques et sociaux. Les participants ont pris conscience de différences et de similitudes dans les évolutions des pratiques professionnelles qui parcourent nos pays, ainsi que des orientations politiques tendant à les rendre communes. « *Au-delà des diversités nationales nous avons constaté des problématiques semblables. Au départ, les professionnels étaient éloignés de la dimension européenne. Le projet a contribué à une prise de conscience européenne grâce à l'organisation des échanges entre pays sur le plan professionnel* », a expliqué un initiateur du projet. La création d'espaces de dialogue permet de dépasser les différences des mondes professionnels et sociaux. La confrontation des méthodes du travail social devient possible : les échanges sur les modèles sociaux, la pauvreté, les dispositifs sociaux, élargissent et déplacent la vision nationale traditionnelle de chacun qui cristallise souvent les pratiques professionnelles. Par exemple un participant a raconté que des travailleurs sociaux « *se sont rendus compte en Pologne qu'il y a une approche plutôt communautaire, un rapport à l'usager qui est différent de la France. Cela permet de faire ce pas de côté en se disant qu'on nous apprend à faire comme ça en France (c'est normal) et que du coup on ne réfléchit plus à faire autrement* ». Aussi, les considérations sur le modèle social, sur la place du pauvre et sur la conception de la famille ont amené les participants à questionner la fonction sociale des travailleurs sociaux, par exemple sur le contrôle social et la prévention. « *Le travail social oriente solidement le monde. La façon dont on traite les plus démunis, les plus fragiles, c'est quand même une indication sur ce qu'on cherche pour une société* », a exprimé un participant au projet. Nous pouvons comprendre à travers ces mots le pouvoir du travail social et soulignons l'importance du rôle des acteurs sociaux dans les politiques sociales.

Remise en question des postures professionnelles des participants

Les échanges ont conduit à l'émergence de questions sur les jeux de pouvoir, sur les droits des usagers et les missions du travailleur social. Une prise de conscience du pouvoir des acteurs du travail social a été relevée et mise en question (retrait des enfants, imposition de projets aux usagers par exemple). Cette considération des rapports de pouvoir vient à juste titre réinterroger les pratiques des travailleurs sociaux : comment sortir les familles de l'isolement,

développer les aides dans le milieu de vie, professionnaliser des familles et éviter le placement des enfants en respectant les droits fondamentaux de chaque individu, dans un rapport d'altérité ?

Le projet montre que les rencontres interculturelles et transversales font évoluer les représentations permettant de construire une perception plus proche des réalités des publics défavorisés. Un participant a dit : « *Deux mondes (militantisme et professionnel) qui se rencontrent, cela permet d'évoluer et peut produire des changements, en tout cas une évolution des représentations de part et d'autre* ». L'interrogation sur le sens des démarches socio-éducatives engage le professionnel dans une posture plus réflexive et transformatrice. Ainsi, des réflexions se sont engagées sur d'autres manières d'appréhender les problématiques et de rechercher des réponses, des méthodes plus appropriées, voire de créer des dispositifs innovants.

Le projet a réinterrogé certaines valeurs (droits humains, dignité, valeurs familiales) ainsi que les orientations éthiques liées aux ressources et compétences des différents acteurs, surtout des usagers. La revalorisation de la place de l'utilisateur dans la relation d'aide a été primordiale. Ce projet permet de repenser et d'enrichir le concept de participation des usagers, légitimant leur capacité à être, à faire, à construire ensemble, à exister, à devenir sujets et pas objets de l'intervention sociale.

Pour l'étudiant, c'est un changement de regard vis-à-vis de l'utilisateur, essentiel dans sa pratique future. Pour le bénévole et l'utilisateur, le projet a pu permettre une évolution sur leur regard quant aux intervenants sociaux. Pour les travailleurs sociaux, c'est une remise en question et une modification de leurs pratiques professionnelles.

La pluralité partenariale

La pluralité des acteurs européens favorise la mutualisation des compétences sociales, politiques et financières, ainsi que le décloisonnement des points de vue.

Appartenances idéologiques, professionnelles et engagements personnels sont sources de tensions et de richesses dans les rencontres. Un participant a souligné l'importance des échanges entre décideurs politiques et acteurs de terrain, citoyens, percevant des difficultés dues à des rivalités de compétences. [...]

Des obstacles et des tensions entre les associations des usagers et des associations professionnelles sont inscrites dans la construction socio-historique du travail social professionnel. Ce partenariat ne va pas de soi : il faut oser le partenariat entre associations différentes. Le projet a permis de repenser les notions de citoyenneté et de participation pour promouvoir les droits humains, la démocratie participative et la reconnaissance des divers savoirs.

Enfin le projet a permis de formuler des propositions concrètes en matière de formation des travailleurs sociaux. Ces propositions ont été et continueront d'être introduites dans certaines écoles et universités partenaires du projet aux niveaux de la formation initiale et supérieure. ■